

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE



E/CN.14/INR/122/Add.2
3 octobre 1966

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion sous-régionale sur la coopération
économique en Afrique de l'ouest
Niamey, 10-22 octobre 1966

CREATION D'INDUSTRIES ALIMENTAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST

(Commentaires du secrétariat)

M66-1372

Les notes ci-dessous, qui constituent un additif au document sur les industries alimentaires en Afrique de l'ouest (E/CN.14/INR/122 et Add.1) ont pour objet de présenter un schéma général des corrections qu'on devra apporter au document avant de le diffuser sous sa forme définitive. Il y a lieu de croire en effet que la part des aliments transformés dans la consommation totale de 1980 sera beaucoup plus considérable que ne l'indiquait le document.

On prévoit que la structure et le volume de la consommation de produits alimentaires dans la sous-région, se modifieront sensiblement dans les dix prochaines années. La moitié environ de la population actuelle ne consomme aucun produit alimentaire provenant du secteur monétaire mais au fur et à mesure que ces personnes passeront du secteur de subsistance au secteur monétaire, leurs habitudes alimentaires subiront un changement radical. Un homme employé à plein temps ne peut consacrer quatre à six heures par jour à la préparation de sa nourriture. D'autre part, on peut prévoir que parmi la population qui appartient déjà au secteur monétaire, la demande de produits alimentaires n'exigeant pas une préparation longue et compliquée augmentera sensiblement.

A l'heure actuelle, 50 pour 100 du revenu de la population du secteur monétaire sont consacrés à la nourriture. Au fur et à mesure du développement économique, ce pourcentage baissera évidemment (les Européens ne dépensent que 30 pour 100 de leur revenu en produits alimentaires). Mais le régime alimentaire actuel n'est pas satisfaisant en Afrique de l'ouest, notamment en ce qui concerne la ration de protéines. Aussi peut-on prévoir qu'avec l'accroissement des revenus, les populations modifieront leurs habitudes et préféreront une nourriture non seulement plus abondante mais de meilleure qualité. Du fait de cette amélioration du régime alimentaire, la nourriture représentera une dépense plus importante et le secrétariat estime qu'en 1980 le pourcentage du revenu affecté à l'achat de produits alimentaires, restera le même qu'en 1963 (50 pour 100).

Pour améliorer leur alimentation tout en ayant le temps nécessaire à un emploi rémunéré, les Africains de l'ouest consommeront une quantité beaucoup plus importante d'aliments transformés. A l'heure actuelle, plus de 75 pour 100 des dépenses affectées à la nourriture sont consacrées à l'achat de produits non transformés tels que manioc, riz non traité ou légumes frais. Ces produits demandent en général une longue préparation culinaire. Les Européens, eux, consacrent moins de 35 pour 100 de leurs dépenses alimentaires aux produits non transformés.

Le secrétariat prévoit que, pour des raisons d'ordre social, politique et économique, les industries alimentaires connaîtront en Afrique de l'ouest un essor très rapide. Ces industries remplissent à peu près les conditions idéales pour une économie en voie d'expansion. Elles exigent des capitaux relativement modestes et, dans la plupart des cas, peuvent démarrer à une échelle modeste. Elles n'ont besoin que de quelques employés très qualifiés et, en fait, elles sont souvent créées sans la participation d'étrangers. Enfin, la transformation ajoute considérablement à l'utilité d'un produit alimentaire et n'entraîne que des frais supplémentaires minimes.

Dans le document sur les industries alimentaires, on prévoit pour ces industries un taux de croissance qui peut paraître ambitieux (8 pour 100). Pourtant, même avec ce taux de croissance, les populations d'Afrique de l'ouest dépenseraient encore, en 1980, 67 pour 100 de leur budget alimentaire en produits non transformés. Le secrétariat estime que les populations exigeront un niveau de vie plus élevé que celui auquel correspondrait cette faible réduction (de 75 à 67 pour 100), et que les gouvernements tiendront à le leur procurer. Il estime également qu'avec des encouragements appropriés de la part de l'Etat, et à supposer que l'ensemble du plan de développement soit réalisé, le taux de croissance des industries alimentaires pourra et devra dépasser 8 pour 100.

Se fondant sur l'analyse de données, le secrétariat prévoit les taux de croissance suivants dans les industries alimentaires :

<u>Industrie</u>	<u>Augmentation annuelle de la production entre 1963 et 1980</u>
Boulangerie	16,2 pour 100
Conserves de fruits et légumes	10,7 pour 100
Préparations et conserves de viande	5,0 pour 100
Industrie du lait	7,3 pour 100
Poisson	9,7 pour 100
Travail des grains	<u>15,2 pour 100</u>
Moyenne	12,2 pour 100

Avec ces taux de croissance, les consommateurs du secteur monétaire ne dépenseront que 40 pour 100 de leur budget alimentaire de 1980 en produits non transformés (contre 75 pour 100 en 1963) et on peut prévoir une production brute supérieure en valeur de 1,5 milliard de dollars à l'estimation trop modeste du document sur les industries alimentaires.

On trouvera dans la suite de ce document un choix de données statistiques tirées d'une analyse minutieuse effectuée par le secrétariat à partir de l'hypothèse ci-dessus d'un taux de croissance de 12,2 pour 100. Bien qu'on dispose de chiffres détaillés, on n'a pas cherché dans le présent additif à indiquer les avantages que chaque pays pourrait tirer des diverses industries alimentaires. Ces avantages seront décrits plus en détail dans la version révisée du document sur les industries alimentaires.

Données relatives à l'ensemble des industries

On prévoit que la production brute des industries alimentaires passera de 447 millions de dollars (1963) à 1.760 millions de dollars en 1975 et à 3.153 millions de dollars en 1980. Entre 1963 et 1975, 125.000 nouveaux emplois environ seront créés dans ces industries. La balance nette des paiements (ventes à l'extérieur de la sous-région) des produits transformés passera vraisemblablement d'une position déficitaire (100 millions de dollars en 1963) à une position légèrement excédentaire (5 millions de dollars) en 1975.

Ces données, ainsi que certains autres chiffres, figurent au tableau ci-dessous :

	1963	(millions de dollars)	
		1975	1980
Production brute	\$ 447	\$ 1.760	\$ 3.153
Plus importations ^{a/}	145	174	255
Moins exportations ^{b/}	44	179	340
Consommation totale	\$ 548	\$ 1.755	\$ 3.068
Valeur ajoutée	81	320	568
Dépenses d'investissements			
nécessaires entre 1964 et 1975		653	
nécessaires entre 1976 et 1980			694
Nombre d'employés (en milliers)	53	177	316

a) Sauf les échanges à l'intérieur de la sous-région.

Indicateurs par industries

On trouvera au tableau ci-dessous des données relatives aux diverses industries alimentaires. On ne doit pas publier que les projections sont fonction non seulement des tendances passées mais des efforts de développement prévus de la part des gouvernements et du secteur privé. Le développement de ces industries doit se faire à un rythme minimum et, bien entendu, ne pas dépasser un rythme maximum. Entre ces deux extrêmes, qu'on ne peut chiffrer exactement, il y a place pour un assez large éventail de taux de croissance; celui qui sera atteint en réalité dépendra en partie de l'action des planificateurs qui assisteront à la réunion de Niamey.

	Production intérieure brute			
	Chiffre réel de 1963	Estimations pour 1975	1980	Taux de croissance annuel
	(millions de dollars)			
Boulangerie	63	380	800	16,2 %
Fruits et légumes	53	180	301	10,7 %
Viande	142	266	327	5,0 %
Produits laitiers	3	4	8	7,3 %
Poisson	54	163	259	9,7 %
Céréales	132	767	1.458	15,2 %
Total	447	1.760	3.153	
Moyenne				12,2 %

